



Observatoire Economique des Alpes de Haute-Provence

C onjoncture des entreprises

Alpes de H aute P rovence



Année 2007



document réalisé en juin 2008

Avec la troisième édition de son bulletin de conjoncture, l'observatoire économique départemental THAÏS confirme sa présence dans le paysage régional de l'information économique.

Si les missions de collecte, de traitement, d'analyse et de distribution de l'information n'ont pas changé, les méthodologies ont dû s'adapter aux évolutions des comptabilisations statistiques.

Toujours soucieux de coller exactement aux tendances de notre économie départementale, notre étude de conjoncture annuelle s'appuie sur les données collectées auprès de 642 entreprises structurellement représentatives. Cette année encore, leurs responsables respectifs ont exprimé un intérêt croissant pour notre démarche en acceptant de répondre aux questionnaires personnalisés que nous leurs avons adressés.

L'exploitation de cette base de données nous permet de présenter des statistiques qui reflètent la réalité de l'économie de notre territoire dans la mesure où notre panel reproduit fidèlement les caractéristiques déterminant le tissu départemental (secteurs d'activité, taille des entreprises, implantations géographiques).

Au plan technique, cette publication marque la première étude réalisée intégralement par les techniciens de notre observatoire économique.

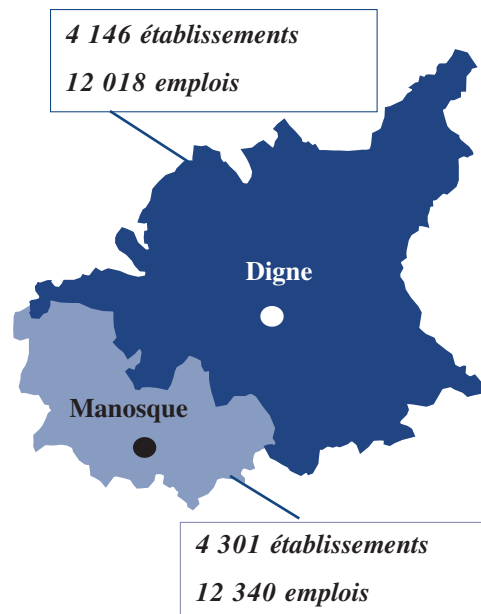
À l'heure où THAÏS sort de sa chrysalide et vole de ses propres ailes, toute notre reconnaissance s'oriente à la fois, vers l'équipe de l'observatoire économique des Alpes Maritimes, SIRIUS-CCI qui, au cours de ces trois dernières années nous a permis de construire des outils performants à la mesure de nos problématiques territoriales, mais également en direction de nos partenaires institutionnels sans qui ce projet n'aurait pu se concrétiser.

Ainsi c'est avec une grande fierté qu'au nom de l'ensemble des membres du comité de pilotage de l'observatoire économique, je vous propose cette publication qui, j'en suis sûr, contribuera utilement à affiner votre connaissance de l'économie départementale.

Le président de l'Interconsulaire,
Jean-Paul Déo.



Evolution 2007 / 2006			Tendance 1 ^{er} semestre 2008
Chiffre d'affaires	C.A.Export	Effectifs	
+5 %	+5,5 %	+1 %	



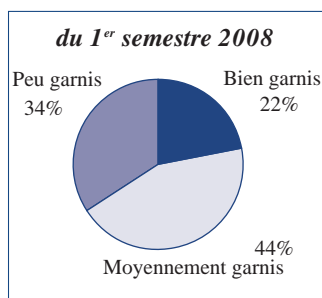
Source : CCI et CMA des Alpes de Haute-Provence

	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires Export(1)	Effectifs	Tendance 1 ^{er} sem. 08
Industrie	+6,0 %	+3,5 %	+3,0 %	
Construction	+7,0 %	-	+1,0 %	
Commerce	+4,0 %		+1,0 %	
Services	+5,5 %		-0,5 %	

Nota : ces données ont été redressées et arrondies au 1/2 point le plus proche

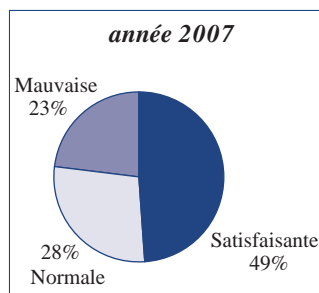
(1) Exprimé en tendances, le CA Export a été réalisé par 1/4 des entreprises industrielles, 5% des commerces et 5% des entreprises de services. Le résultat départemental tient compte de ces poids.

Carnets de commande*



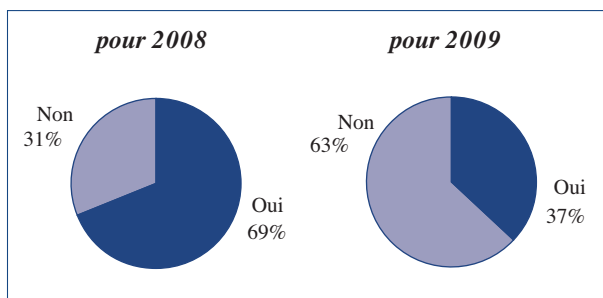
Les carnets de commande sont moins bien remplis que l'an passé avec un recul de 5 points de ceux « bien garnis » et de 4 points de ceux « moyennement garnis » au profit des « peu garnis ». Ce sont les établissements les plus grands qui bénéficient des carnets les plus épais.

Appréciation de l'activité*



L'appréciation de l'activité économique 2007 émise par les chefs d'entreprise est plus optimiste que l'année précédente. La part des professionnels qui jugent leur activité mauvaise reste inchangée par rapport à 2006 alors que la part de ceux la jugeant satisfaisante augmente significativement. Les entreprises de plus de 10 salariés se montrent les plus satisfaites.

Projets d'investissement*



Près de 70% des entreprises envisagent d'investir, ce qui constitue une croissance de 18 points par rapport à 2006. Les investissements se concentrent d'un point de vue sectoriel sur l'industrie et la construction ainsi que sur les entreprises de moins de 10 salariés tous secteurs confondus. 70 % des investissements sont destinés à des renouvellements de matériel ou des projets de mise aux normes. 20% se portent sur des projets d'extension ou d'augmentation des capacités de production. Les investissements immatériels (R&D, communication...) représentent quant à eux 10% du total.

Éléments de satisfaction

- Niveau de la demande
- Prix de vente
- Maintien des marges
- Relations fournisseurs
- Niveau des stocks
- Technologies de l'Information et des Communications

Éléments de préoccupation

- Transports
- Gestion du personnel
- Hausse des prix d'achat
- Trésoreries
- Normes et réglementations
- Tensions concurrentielles

Les points de satisfaction les plus cités sont liés à la conjoncture favorable et concernent le niveau de la demande, les prix de vente et le maintien des marges.

Pour la troisième année consécutive, les transports (desserte, état des routes...) cristallisent les préoccupations.

La gestion du personnel et notamment les difficultés de recrutement sont également souvent citées par les chefs d'entreprise.

Bien que touchant tous les secteurs d'activité, la hausse des prix d'achat semble concerner plus particulièrement l'industrie et la construction.

Une conjoncture dynamique favorable à la progression de l'emploi permanent

Le rythme d'affaires des entreprises des Alpes de Haute-Provence a été particulièrement satisfaisant en 2007 suivant ainsi les prévisions émises par les professionnels l'an passé. Cependant, il est nécessaire de tempérer les bonnes évolutions enregistrées avec la hausse généralisée du niveau des prix (cf taux d'inflation national).

Plus de 60 % des entreprises du département et 16 des 19 branches d'activité ont connu une progression de leur chiffre d'affaires entre 2006 et 2007.

A l'image de l'année dernière, ce sont les unités

économiques du bassin d'emploi de Manosque et au niveau départemental, les plus grandes d'entre elles, qui ont connu les plus fortes dynamiques.

La demande régionale et nationale ainsi que les bons niveaux de fréquentation touristique ont été les moteurs de l'expansion des volumes d'affaires.

Les carnets de commande sensiblement moins bien remplis que précédemment, combinés à des prévisions moins optimistes de la part des professionnels, témoignent d'une certaine incertitude de ces derniers quant à la tendance future.

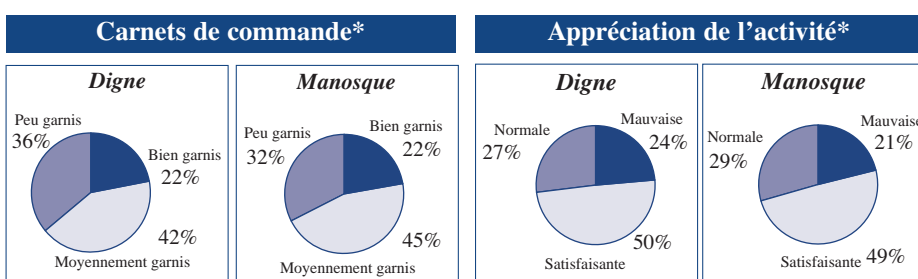
Évolution par bassins

	Évolution			Tendance 1 ^{er} sem. 2008
	C.A.	C.A. Export	Effectifs	

Digne	● +3,5 %	➔	+1,0 %	➔
Manosque	● +7,0 %	➔	+1,0 %	➔

Echantillon : Digne : 229 ets - Manosque : 269 ets

Données redressées et arrondies au 1/2 point le plus proche



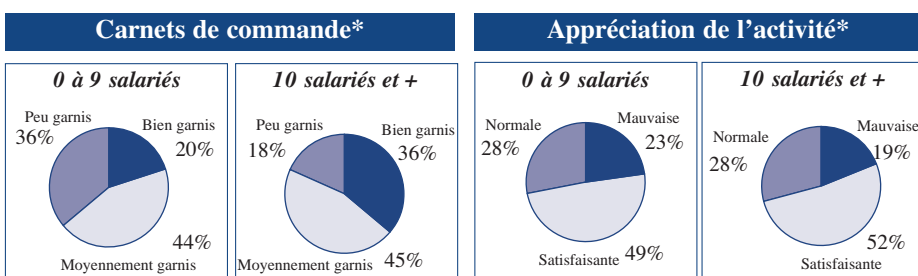
Évolution par taille d'établissements

	Évolution			Tendance 1 ^{er} sem. 2008
	C.A.	C.A. Export	Effectifs	

0-9 salariés	● +5,0 %	➔	-0,5 %	➔
10 salariés et plus	● +5,5 %	➔	+3,0 %	➔

Echantillon : 0-9 salariés : 430 ets - 10 et + : 68 ets

Données redressées et arrondies au 1/2 point le plus proche



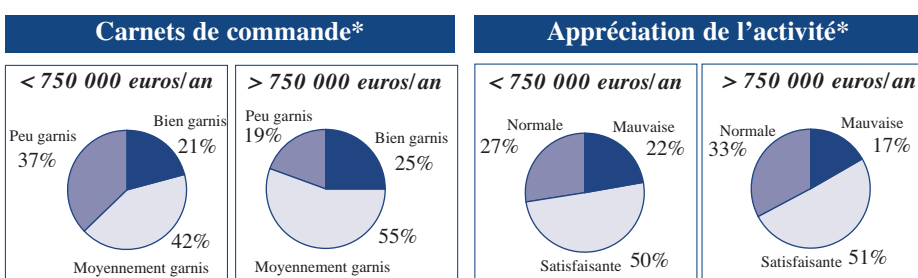
Évolution par taille de chiffre d'affaires

	Évolution			Tendance 1 ^{er} sem. 2008
	C.A.	C.A. Export	Effectifs	

< 750 000 euros/an	● +3,0 %	➔	0,0 %	➔
> 750 000 euros/an	● +5,5 %	➔	+3,0 %	➔

Echantillon : <750 K€ : 382 ets - >750 K€ : 116 ets

Données redressées et arrondies au 1/2 point le plus proche



Échantillon : 498 établissements
673 millions d'euros
3493 emplois

* en % d'établissements répondants

Légende

- Très satisfaisant
 - Satisfaisant
 - Atone
 - Médiocre
 - Difficile
- ➔ Plus de 3 %
 - ➔ De 1,5 % à 3 %
 - ➔ Entre 1,5 % et -1,5 %
 - ➔ De -1,5 % à -3 %
 - ➔ Moins de 3 %

Industrie

Evolution 2007 / 2006			Tendance 1 ^{er} semestre 2008
Chiffre d'affaires	C.A.Export	Effectifs	
+6,0%	+3,5 %	+3,0 %	

Le rythme de production reste soutenu et profite à l'emploi permanent

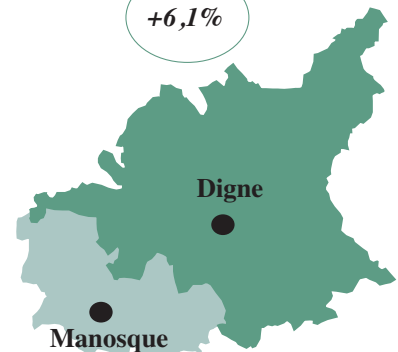
Evolution par branche d'activité				
Industries alimentaires				
Industries chimiques				
Industries diverses				

Evolution par taille d'établissements				
0-9 salariés				
10 salariés et plus				
< 750 000 euros/an				
> 750 000 euros/an				

Evolution par bassin				
Bassin de Digne				
Bassin de Manosque				

Productivité 2007/2006
CA annuel / effectif moyen

+6,1%

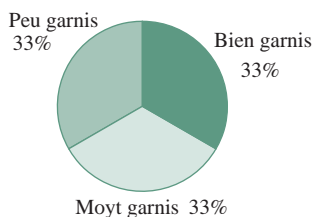


-0,6%

Productivité 2007/2006
CA annuel / effectif moyen

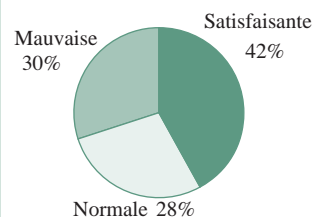
Carnets de commande*

du 1^{er} semestre 2008



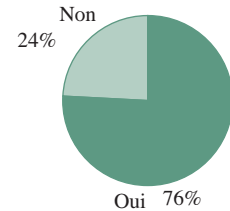
Appréciation de l'activité*

année 2007

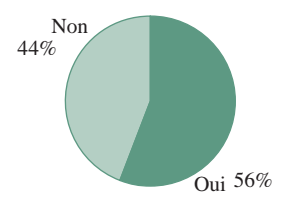


Projets d'investissement*

pour 2008



pour 2009



L'activité industrielle du département se maintient à un niveau de croissance très satisfaisant, porté par la demande régionale et nationale ainsi que des commandes internationales d'un bon niveau pour les industries chimiques.

Si le rythme des affaires est similaire pour les entreprises de l'ensemble du territoire, ce sont les plus grandes d'entre elles qui bénéficient des plus importantes progressions.

Le climat des affaires, décrit comme serein par les chefs d'entreprises, permet de maintenir la progression de l'emploi permanent et d'envisager pour une très grande majorité d'entre eux des investissements à court terme (1/4 étant destiné à des augmentations de production).

Éléments de satisfaction

- Demande locale et nationale
- Capacités de production
- Marges d'exploitation
- Relations fournisseurs

Éléments de préoccupation

- Prix des matières premières
- Transports
- Trésorerie
- Concurrence

Contrairement à l'année passée où l'activité internationale était le moteur de la demande, les industries du département se montrent, en 2007, satisfaites du niveau de la demande régionale et nationale.

La hausse du prix des matières premières et les difficultés structurelles dues au transport sont des préoccupations fortement exprimées par les professionnels du secteur.

Échantillon : 60 établissements
206 millions d'euros
1017 emplois

* en % d'établissements répondants

Légende

- Très satisfaisant
 - Satisfaisant
 - Atone
 - Médiocre
 - Difficile
- Plus de 3 %
 - De 1,5 % à 3 %
 - Entre 1,5 % et -1,5 %
 - De -1,5 % à -3 %
 - Moins de 3 %

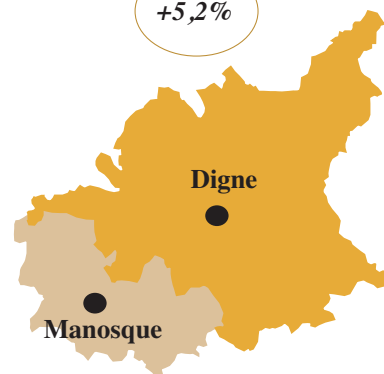
Construction

Evolution 2007 / 2006		Tendance 1 ^{er} semestre 2008
Chiffre d'affaires	Effectifs	
+7,0 %	+1,0 %	
		➔

Une croissance dynamique et homogène

Productivité 2007/2006
CA annuel / effectif moyen

+5,2%



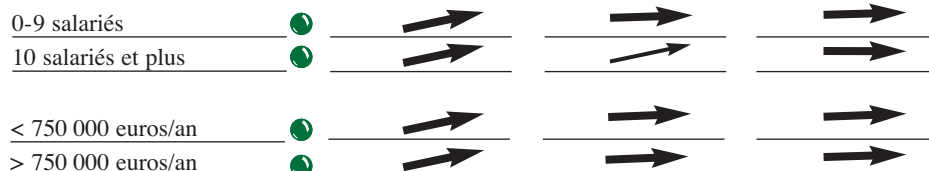
Productivité 2007/2006
CA annuel / effectif moyen

+7,6%

Évolution par branche d'activité



Évolution par taille d'établissements



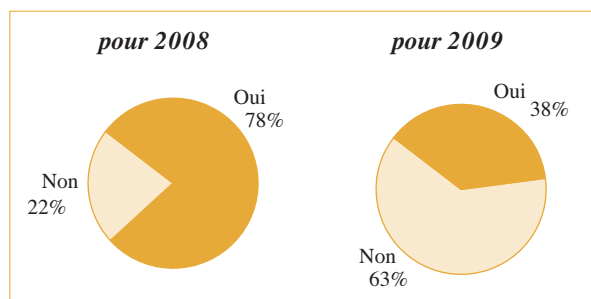
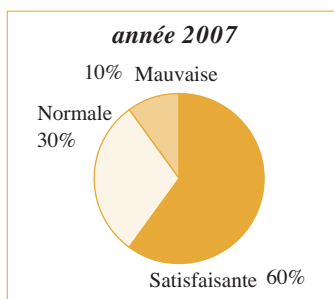
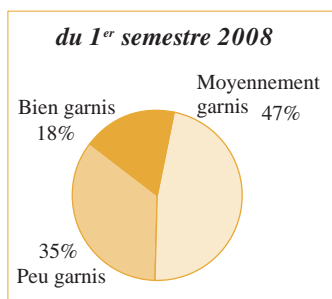
Évolution par bassin



Carnets de commande*

Appréciation de l'activité*

Projets d'investissement*



L'accroissement significatif des volumes d'affaires a bénéficié aux deux branches d'activités (bâtiment et travaux publics), à toutes les tailles d'entreprises et de manière homogène sur les deux zones d'emploi. Le maintien d'une demande locale d'un bon niveau, issue notamment de la mise en œuvre de chantiers importants sur le bassin manosquin, a été propice à la progression des volumes d'affaires entre 2006 et 2007. La structuration du chiffre d'affaires dans ce secteur se maintient en 2007 à 2/3 - 1/3 en faveur des chantiers dans le neuf. Le dynamisme du secteur n'aura pas, comme les années précédentes, profité à une forte progression de l'emploi permanent. Les carnets de commandes sont nettement moins étoffés que l'année précédente (recul de 29 points des « bien garnis »). Le renchérissement du prix des matières premières conjugué à des prévisions sans optimisme de la part des professionnels, met en exergue un manque de lisibilité sur la poursuite de la conjoncture favorable de ces dernières années.

Éléments de satisfaction

- Volume d'affaires
- Demande locale
- Marges d'exploitation
- Outil de production

Éléments de préoccupation

- Prix d'achat
- Transports
- Recrutement de main d'œuvre

Le volume d'affaires lié à la demande locale matérialise le dynamisme sectoriel depuis 2006. La hausse continue du prix des matières premières pèse fortement sur ce secteur, au même titre que le coût des transports et les difficultés de recrutement d'une main d'œuvre qualifiée. Malgré ces tensions, les professionnels se montrent satisfaits du maintien de leurs marges d'exploitation.

Échantillon : 103 établissements
90 millions d'euros
737 emplois

* en % d'établissements répondants

Légende

- Très satisfaisant ➔ Plus de 3 %
- Satisfaisant ➔ De 1,5 % à 3 %
- Atone ➔ Entre 1,5 % et -1,5 %
- Médiocre ➔ De -1,5 % à -3 %
- Difficile ➔ Moins de 3 %

Commerce

Evolution 2007/ 2006

Chiffre d'affaires

+4,0 %

Effectifs

+1,0 %

Tendance
1^{er} semestre
2008



Progression du niveau de l'activité dans la continuité de ces dernières années

Evolution par branche d'activité

Branches	2007/2006	2007/2006	2008
COMMERCE DE GROS	Très satisfaisant	→	→
Alimentaire	Satisfaisant	→	→
Non alimentaire	Très satisfaisant	→	→
COMMERCE DE PROXIMITE	Très satisfaisant	→	→
Commerce alimentaire	Très satisfaisant	→	→
Equipeement de la personne	Très satisfaisant	→	→
Equipeement de la maison	Atone	→	→
Cce et réparation automobiles	Très satisfaisant	→	→
Loisirs divers	Difficile	→	→
GRANDE DISTRIBUTION	Très satisfaisant	→	→

Evolution par taille d'établissements

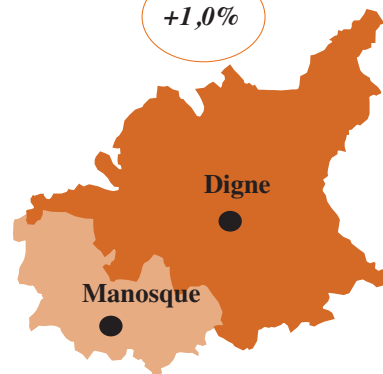
Taille	2007/2006	2007/2006	2008
0-9 salariés	Très satisfaisant	→	→
10 salariés et plus	Très satisfaisant	→	→
< 750 000 euros/an	Atone	→	→
> 750 000 euros/an	Très satisfaisant	→	→

Evolution par bassin

Bassin	2007/2006	2007/2006	2008
Bassin de Digne	Atone	→	→
Bassin de Manosque	Très satisfaisant	→	→

Productivité 2007/2006
CA annuel / effectif moyen

+1,0%

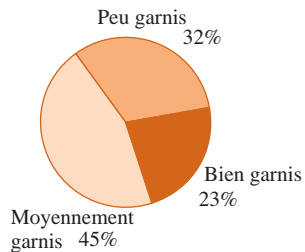


Productivité 2007/2006
CA annuel / effectif moyen

+4,8%

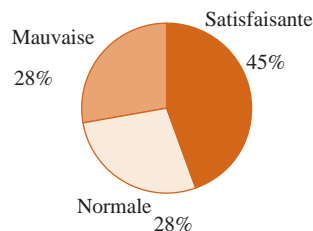
Carnets de commande*

du 1^{er} semestre 2008



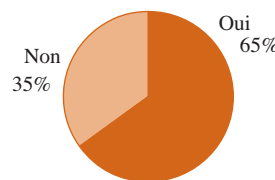
Appréciation de l'activité*

année 2007

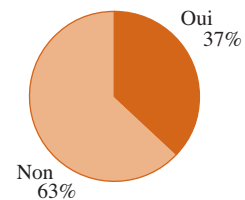


Projets d'investissement*

pour 2008



pour 2009



En 2007, le secteur du commerce réalise une meilleure performance qu'en 2006. Le niveau de croissance satisfaisant se répartit uniformément entre les différents branches, à l'exception du commerce de détail de loisir. Contrairement aux années précédentes, les commerçants de proximité en général, et les détaillants de produits alimentaires en particulier bénéficient de progressions notables de leurs chiffres d'affaires. Signe de la sérénité des dirigeants des entreprises commerciales, les projets d'investissements augmentent sensiblement et 1/4 de ceux-ci sont destinés à des extensions d'activité. Au 1^{er} semestre 2008, même si la perception des niveaux d'activité est comparable à l'an passé, les prévisions concernant le volume d'affaires restent prudentes et mesurées.

Éléments de satisfaction

- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Prix de vente
- Offre fournisseurs

Éléments de préoccupation

- Trésorerie
- Marge commerciale
- Climat général des affaires
- Transports

Les commerçants manifestent une nette satisfaction quant à la demande locale stimulée par une bonne fréquentation touristique. Ils s'expriment aussi nettement sur les difficultés qu'ils rencontrent en termes de trésorerie et de maintien de leur marge commerciale. Le climat général des affaires fait référence, entre autres, à une réglementation commerciale en pleine évolution.

Échantillon : 151 établissements
288 millions d'euros
846 emplois

* en % d'établissements répondants

Légende

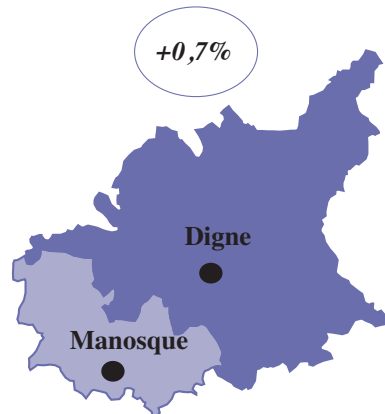
- Très satisfaisant
- Satisfaisant
- Atone
- Médiocre
- Difficile
- Plus de 3 %
- De 1,5 % à 3 %
- Entre 1,5 % et -1,5 %
- De -1,5 % à -3 %
- Moins de 3 %

Services

Evolution 2007 / 2006		Tendance 1 ^{er} semestre 2008
Chiffre d'affaires	Effectifs	
+5,5 %	-0,5 %	

Augmentation globale des chiffres d'affaires

Productivité 2007/2006
CA annuel / effectif moyen



Productivité 2007/2006
CA annuel / effectif moyen

+10,1%

Evolution par branche d'activité

Branche	2007/2006	2007/2006	Tendance 2008
Services aux entreprises			
Services aux personnes			
Transports			
Hôtellerie			
Restauration			
Divers			

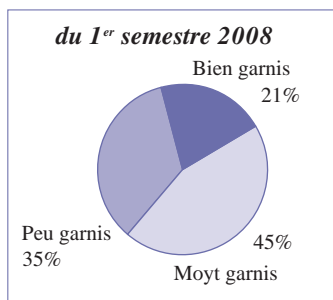
Evolution par taille d'établissements

Taille	2007/2006	2007/2006	Tendance 2008
0-9 salariés			
10 salariés et plus			
< 750 000 euros/an			
> 750 000 euros/an			

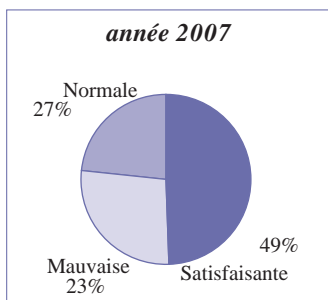
Evolution par bassin

Bassin	2007/2006	2007/2006	Tendance 2008
Bassin de Digne			
Bassin de Manosque			

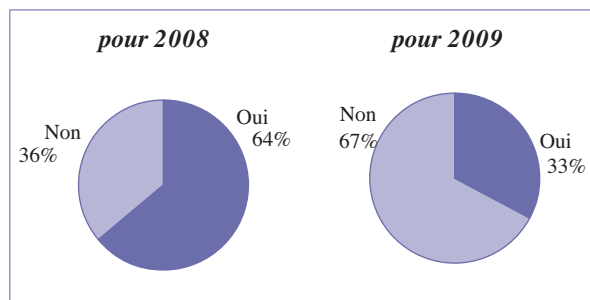
Carnets de commande*



Appréciation de l'activité*



Projets d'investissement*



Après une moindre progression en 2006, le secteur des services retrouve une dynamique vigoureuse dans la globalité de ses branches d'activités et ce, quelle que soit la taille des établissements. Les services aux entreprises et les transports connaissant les plus fortes progressions de chiffres d'affaires.

En conséquence, la moitié des chefs d'entreprises du secteur jugent l'activité économique satisfaisante en 2007 et les projets d'investissements progressent sensiblement (1/5 des projets concernent une extension de l'activité).

Le rythme des affaires des entreprises de l'hôtellerie-restauration est relativement atone malgré des résultats satisfaisants au 2^e semestre 2007, particulièrement liés à la fréquentation touristique étrangère.

Après une légère croissance en 2006, la restauration accuse une stagnation en 2007.

La part des chiffres d'affaires issus de la fréquentation touristique a sensiblement diminué entre 2006 et 2007.

Éléments de satisfaction

- Niveau de la demande
- Marge et prix de vente
- Relations fournisseurs
- Technologies de l'Information et des Communications

Éléments de préoccupation

- Gestion du personnel
- Réglementations et normes
- Trésorerie
- Transports

La bonne fréquentation touristique de 2007 fait apparaître une nette satisfaction sur le niveau de la demande. Pour la première fois, les technologies de l'information et des communications sont citées comme un élément favorable à leur activité. La gestion du personnel (souvent attachée à des contrats à temps partiel) et la réglementation (secteur tourisme) focalisent les préoccupations.

Échantillon : 184 établissements
89 millions d'euros
893 emplois

* en % d'établissements répondants

Légende

- Très satisfaisant
 - Satisfaisant
 - Atone
 - Médiocre
 - Difficile
 -
 -
 -
 -
- Plus de 3 %
De 1,5 % à 3 %
Entre 1,5 % et -1,5 %
De -1,5 % à -3 %
Moins de 3 %

Conjonctures agricoles 2007

OVINS :

L'année 2007 a été marquée par deux phénomènes. Tout d'abord la constatation d'un nombre toujours trop important de prédatons malgré les efforts importants de protection des troupeaux réalisés par les éleveurs. Deuxièmement, l'évolution de la pandémie de la FCO (Fièvre Catarrhale Ovine) qui est restée aux portes de notre Région, mais dont le développement en 2008 dans notre département semble désormais inéluctable.

Si les éleveurs ont pu faire une première coupe de fourrage normale, la sécheresse de l'été et surtout de l'automne a encore une fois fortement impacté les récoltes suivantes et par voie de conséquence, le revenu des exploitations. L'absence de repousse d'herbe en automne a contraint les éleveurs à entamer les réserves de fourrages prévues pour l'hiver. On a ainsi constaté une hausse de la consommation en foin de 20 % par rapport à l'année précédente. Certains secteurs habituellement pâturés en octobre et novembre n'ont pas pu être valorisés. Il s'agit notamment des parcours épuisés par le cumul des années de sécheresse. Cette sécheresse inhabituelle a justifié une nouvelle fois le déclenchement d'une procédure de calamités agricoles.

Jusqu'en août, dans un marché peu actif, les cours ont été en deçà de l'année précédente ce qui a fortement pénalisé la plupart des élevages qui commercialisent l'essentiel de leur production au premier semestre. Malgré un raffermissement des prix en fin d'année, la moyenne annuelle des valeurs de vente est en baisse de plus de 5 % sur l'agneau standard. Le développement de l'élevage d'agneaux label rouge « Agneau de Sisteron » ainsi qu'un étalement de la production sur douze mois ont permis à certains éleveurs d'atténuer cette baisse des cours.

Malheureusement, ces systèmes de conduite de troupeaux ne concernent qu'un nombre encore insuffisant d'élevages.

Dans ce contexte commercial difficile, l'augmentation du prix des matières premières ainsi que des céréales est venue obérer un peu plus le revenu déjà faible des éleveurs.

CEREALES :

Malgré une nouvelle année de sécheresse dans le département, les pluies observées en mai 2007 ont permis de sauver l'essentiel des récoltes de céréales et de blé dur dans la plupart des secteurs de production. Les rendements moyens voire décevants dans la plaine et l'ouest du département étaient davantage satisfaisants sur le plateau de Valensole. Ces rendements ont été accompagnés d'une excellente qualité pour les blés durs.

La hausse des prix observée à partir du milieu de l'année 2006 a été confirmée et s'est poursuivie en 2007. La demande croissante des pays émergents conjuguée aux spéculations sur les denrées alimentaires ont contribué à soutenir cette tendance.

Ainsi, les prix payés aux producteurs ont donc été proches des prix observés au début des années 90 (euros constant).

Si la hausse des prix des céréales se confirme en fin d'année, elle s'accompagne d'une flambée des prix des matières premières (carburants, fertilisants, ...).

Les producteurs de grandes cultures entrent dans une nouvelle ère. Après des années de découragement où les surfaces détenues comptaient plus que les rendements réalisés, il s'agit maintenant de produire mieux tout en restant rentable.

L'équation pourrait se résumer ainsi : un rendement maximum, avec un minimum d'intrants, en limitant les interventions pour obtenir une marge brute maximum = itinéraire cultural idéal.

PLANTES A PARFUM :

Les années se suivent et se ressemblent. Les quelques pluies du mois de mai n'ont pas atténué la diminution prévisible des rendements. Les plantations de lavande et de lavandin, déjà affaiblies par les sécheresses successives, ont été véritablement décimées par une nouvelle saison sans pluie.

Le constat est alarmant. Au sortir de l'hiver 2007-2008, le dépérissement anticipé des plantations concerne toutes les parcelles. On recense 1 500 hectares de plantations détruites (pas de reprise de végétation) sur les 9 000 que compte encore le département.

L'arrachage de 15 % des surfaces en lavande et lavandin va avoir des conséquences dont on ne mesure pas encore toutes les retombées sur les exploitations spécialisées bien-sûr, mais aussi sur toute la filière aval.

Dans ce contexte de pénurie, l'interprofession joue pleinement son rôle dans la régulation des prix et des volumes, mais les faibles niveaux de productions déjà

annoncés risquent de provoquer de la part des acheteurs un report d'approvisionnement vers des produits de synthèse. La hausse des cours du pétrole devrait limiter ce risque mais en l'absence de volume de production quelle sera la réaction des industriels utilisateurs (abandon des formulations à base de lavandin, approvisionnement dans des pays concurrents, ...)?

La filière plantes à parfum du département est confrontée à des difficultés sans précédent. Il faudra plusieurs années (3 à 5 ans) sans accident climatique pour retrouver les niveaux de productions du début des années 2000.

GESTION DE L'EAU AGRICOLE DANS LES ALPES DE HAUTE-PROVENCE

Dans notre département, se côtoient deux organisations de la gestion de l'eau d'irrigation agricole :

- un système organisé et sécurisé à partir de l'eau de la Durance et du Verdon. Les retenues d'eau sur la Durance et le Verdon ainsi que leurs aménagements hydrauliques ont permis de sécuriser de nombreux réseaux et de développer l'irrigation sur des zones autrefois sèches (plateaux de Salignac, Mison, Forcalquier, Château-Arnoux et Valensole, plaines des Mées...).
- des bassins versants non réalimentés (ne disposant pas de dispositif de sécurisation à partir de retenues). Dans ces bassins versants (Sasse, Jabron, Bléone, Vançon, Asse, Colostre, Lauzon, Largue et Calavon), les prélèvements sont réalisés soit par des forages dans la nappe d'accompagnement des cours d'eau (pas de forage profond), soit directement dans le cours d'eau.

Contrairement à ce que nous pourrions penser, les surfaces agricoles irriguées diminuent dans le département.

Les Alpes de Haute-Provence ont connu une première phase de recul de l'irrigation dès les années 60 avec l'abandon (concomitant avec la baisse de la population agricole) progressif de nombreux canaux d'irrigation gravitaire de montagne ou de moyenne montagne.

Une deuxième phase de repli s'est opérée après la réforme de la PAC (Politique Agricole Commune) de 1992 : ce sont alors les installations d'irrigation sous pression (individuelles et collectives) qui ont été abandonnées. Dans ces vallées, les producteurs se sont orientés vers des cultures plus extensives ou moins gourmandes en eau, comme le blé dur.

Enfin, de manière continue depuis 2003, les faibles ressources en eau ont induit de fortes restrictions pour l'ensemble des irrigants, en particulier sur 7 bassins versants : l'Asse, la Bléone, le Largue, le Lauzon, le Jabron, le Sasse et le Calavon. Sur ces secteurs, la ressource en eau s'est raréfiée. Pourtant, l'irrigation agricole reste primordiale à la production de fruits et de légumes très présente dans ces zones où elle est une garantie de revenu pour les exploitations agricoles.

En cas de sécheresse, le Préfet du département des Alpes de Haute-Provence prend un arrêté portant application du dispositif de restriction prévu dans le Plan d'Action Sécheresse départemental. Cette démarche s'inscrit dans une logique de gestion collective de l'eau. Elle a pour objectif de répartir équitablement la ressource et de limiter en cas de sécheresse l'impact des prélèvements d'eau sur la qualité des milieux aquatiques.

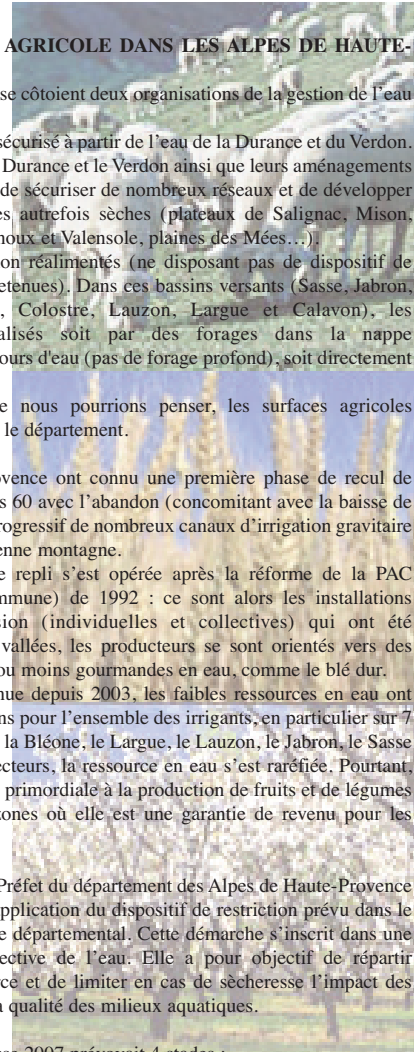
Le plan d'action sécheresse 2007 prévoyait 4 stades :

- stade de vigilance : consignes de prudence et d'économie d'eau,
- stade d'alerte : diminution de 20 % des volumes ou des prélèvements,
- stade de crise : diminution de 33 % des volumes ou des prélèvements,
- stade de crise renforcé : mesures de restrictions à la discrétion du Préfet.

Le stade de vigilance s'applique à tout le département. Le stade d'alerte concerne tous les bassins versants du périmètre sécheresse (bassins versants non sécurisés). Le stade de crise est mis en œuvre bassin versant par bassin versant en fonction des débits observés dans les différents cours d'eau.

En cas de déclenchement du stade d'alerte ou du stade de crise, les restrictions sont connues par avance par les irrigants. Pour les prélèvements individuels d'eau, les restrictions se font sur la base des volumes de prélèvement autorisés chaque mois. Pour les irrigants collectifs ou les prélèvements importants, des tours d'eau sont réalisés (fermeture du canal ou du prélèvement pendant un à deux jours).

Alimentés et sécurisés par les retenues de Serre Ponçon et du Verdon, les prélèvements d'eau réalisés sur la Durance ne sont pas concernés par le plan d'action sécheresse départemental. C'est la Préfecture de région qui est compétente.



Méthodologie

L'objet de cette étude conjoncturelle est de mesurer le développement de l'activité économique et de l'emploi du département des Alpes de Haute-Provence entre 2006 et 2007, ainsi que d'apprécier les opinions des professionnels sur les évolutions de leur entreprise et de leur environnement économique.

Pour collecter les données, un plan de sondage a été établi selon la méthode des quotas.

Prenant en compte la répartition des établissements et des effectifs permanents (salariés et non-salariés) en 76 segments, il a été construit par le croisement de :

- 19 branches d'activité des secteurs de l'industrie, de la construction, du commerce ou des services, créées selon des regroupements de codes APE (issus de la nomenclature d'activités révisée en 2008) comprenant des entreprises commerciales et artisanales,
- 2 zones géographiques : zone d'emploi de Digne, zone d'emploi de Manosque,
- 2 tranches d'effectifs: de 0 à 9 salariés, 10 salariés et plus.

Les entreprises du secteur de l'agriculture ont fait l'objet d'une note de conjoncture réalisée par la Chambre d'agriculture.

Composition du panel (en nombre d'établissements)

Données établies à partir des fichiers consulaires des CCI et CMA des Alpes de Haute-Provence

	Populations ciblées				Echantillon			
	Digne		Manosque		Digne		Manosque	
	0-9 salariés	10 salariés et plus	0-9 salariés	10 salariés et plus	0-9 salariés	10 salariés et plus	0-9 salariés	10 salariés et plus
Industrie	282	22	317	34	18	4	23	15
Construction	739	44	735	23	43	6	47	7
Commerce	904	51	839	58	59	7	73	12
Services	1 237	59	1 268	51	82	10	85	7
Alpes de Haute-Provence	3 162	176	3 159	166	202	27	228	41

Composition du panel (en nombre d'effectifs*)

Données établies à partir des fichiers consulaires des CCI et CMA des Alpes de Haute-Provence

	Populations ciblées				Echantillon			
	Digne		Manosque		Digne		Manosque	
	0-9 salariés	10 salariés et plus	0-9 salariés	10 salariés et plus	0-9 salariés	10 salariés et plus	0-9 salariés	10 salariés et plus
Industrie	553	1 692	615	1 224	58	84	101	774
Construction	1 171	1 090	1 168	614	166	233	159	179
Commerce	1 664	1 657	1 509	2 006	200	159	230	257
Services	2 086	1 483	1 971	1 902	264	262	244	123
Alpes de Haute-Provence	5 474	5 922	5 263	5 746	688	738	734	1 333

*L'effectif considéré prend en compte l'emploi salarié ainsi qu'une estimation du nombre de travailleurs non-salariés.

L'enquête s'est déroulée par courrier avec relance téléphonique du 6 mars 2008 au 9 mai 2008 auprès de plus de 3 000 établissements départementaux du secteur marchand hors principalement l'immobilier et l'agriculture. 642 questionnaires ont été centralisés.

Après une phase de contrôle portant sur la cohérence de l'information collectée, il a été procédé aux traitements statistiques.

La méthode retenue a consisté à agréger les données par secteurs économiques (industrie, construction, commerce,

services), par taille d'entreprise et par zone géographique, les résultats obtenus ayant été redressés par les effectifs.

Les éléments qualitatifs et de tendances ont été traités en nombre d'établissements pour une meilleure prise en compte de la diversité des opinions individuelles des chefs d'entreprises, quelles que soient leur activité, leur taille et leur localisation.

Les seuils de significativité et de pertinence ayant été situés à 5%, 498 questionnaires ont ainsi été utilisés pour les calculs économiques, la totalité ayant contribué aux mesures qualitatives.

Contact

Observatoire économique départemental

CCI des AHP

60, boulevard Gassendi

04000 Digne-les-Bains

Tél : 04 92 30 80 99

Fax : 04 92 30 80 91

www.digne.cci.fr/economie/observatoire



Observatoire Economique des Alpes de Haute-Provence

